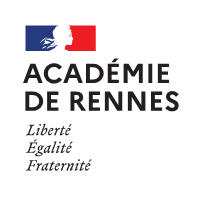
****

### CONVENTION

**DE STAGE D'INITIATION EN MILIEU PROFESSIONNEL**

**🞏 Dans le cadre de parcours aménagé de formation initiale (PAFI)**

**🞏 Dans le cadre d’un parcours personnalisé au collège**

La présente convention règle les rapports entre :

**L’ENTREPRISE ou L'ORGANISME D’ACCUEIL (Lycée Professionnel, CFA…)**

Nom

Adresse

Téléphone Fax

Mèl

Représentée par en qualité de

Nom du Tuteur

**Et l’établissement**

Nom

Adresse

Téléphone Fax

Mèl

Représenté par en qualité de Chef d’établissement

Nom du professeur chargé du suivi de l’élève

**Concernant le stage d'initiation effectué par l'élève**

Nom et Prénom

Date de naissance

Classe de

Domicilié(e)

Téléphone

Le stage aura lieu du au

***Cette convention comporte une annexe pédagogique et une annexe financière.***Vu le code du travail ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de l’éducation ;

Vu le code civil, et notamment son article 1384 ;

Vu la délibération du conseil d’administration de l'établissement en date du ............ approuvant le contenu de cette présente convention-type,

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1**

La présente convention règle les rapports des signataires en vue de l’organisation et du déroulement du stage d'initiation en milieu professionnel accompli dans le cadre **d’un parcours aménagé de formation initiale (PAFI) ou d’un parcours personnalisé au collège**. Ce parcours a pour objectif de permettre à l'élève de découvrir différents milieux professionnels afin de développer ses goûts et aptitudes et de définir un projet de formation ultérieure.

**L’utilisation de la convention de stage d’initiation dans le cadre de parcours personnalisés au collège ou de PAFI doit être soumise préalablement à l’accord du DASEN.**

Les modalités d’organisation et de suivi du stage d’initiation sont précisées dans les annexes pédagogique et financière jointes à la convention.

**ARTICLE** 2

L’élève demeure durant son stage d'initiation en milieu professionnel sous statut scolaire. Il ne peut prétendre à aucune rémunération de l’entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification, si son montant ne dépasse pas le seuil mensuel d’exonération des cotisations sociales, qui correspond à une gratification inférieure ou égale à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale, multipliée par le nombre d'heures mensuel du stage, avantages en nature compris.

**ARTICLE** 3

L’élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l’entreprise ou l'organisme d'accueil, notamment en matière de sécurité, de visite médicale, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions de l'article 4 de la présente convention. En cas de manquement au dit règlement, le chef d’entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil peut mettre fin au stage, sous réserve de prévenir préalablement le chef d’établissement de formation. Il doit toutefois s’assurer que l’avertissement adressé au chef d’établissement a bien été reçu par ce dernier et que toutes dispositions utiles ont été prises pour accueillir l’élève.

**ARTICLE** 4

La durée de présence de l’élève en milieu professionnel ne peut excéder 30 heures par semaine pour les élèves de moins de quinze ans et 35 heures pour les élèves de plus de quinze ans, ni 8 heures par jour, et aucune période ininterrompue ne peut excéder une durée maximale de 4 heures et demie (pause obligatoire de 30 minutes consécutives).

Le repos hebdomadaire de l’élève mineur doit avoir une durée minimale de deux jours consécutifs comprenant obligatoirement le dimanche.

La durée de présence de l'élève de moins de 16 ans en milieu professionnel est interdite entre 20 heures et 6 heures. Un repos quotidien de 14 heures consécutives doit être respecté. Pour les élèves de 16 à 18 ans, la présence en entreprise est interdite entre 22 heures et 6 heures en respectant un repos quotidien de 12 heures consécutives.

La présence en entreprise de l’élève mineur est interdite les jours fériés.

**ARTICLE** 5

Au cours du stage d’initiation, l'élève effectue des activités pratiques variées et, sous surveillance, des travaux légers autorisés aux mineurs par le code du travail. Il ne peut accéder aux machines, appareils ou produits dont l’usage est proscrit aux mineurs par le code du travail.

**ARTICLE** 6

Le chef d’entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu’elle sera engagée :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l’entreprise ou à l'organisme d’accueil à l’égard de l’élève ;

- soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit « responsabilité civile entreprise » ou « responsabilité civile professionnelle » un avenant relatif à l’élève.

Le chef d’établissement de formation contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l’élève pour les dommages qu’il pourrait causer pendant la durée ou à l’occasion de son stage ainsi qu’en dehors de l’entreprise ou de l'organisme d'accueil ou sur le trajet menant au lieu de stage ou au domicile.

**ARTICLE 7**

En application des articles L412-8 et R412-4 du code de la sécurité sociale, l’élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

En cas d’accident survenant à l'élève, soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil qui l'adressera à la CPAM dont dépend l’établissement scolaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures non compris les dimanches et jours fériés. L'entreprise fait parvenir sans délai copie de la déclaration au chef d'établissement.

**ARTICLE** 8

L'élève est associé aux activités de l’entreprise ou de l'organisme concourant directement à l’action pédagogique. En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l’emploi dans l’entreprise ou dans l'organisme d'accueil. Il est tenu au respect du secret professionnel.

**ARTICLE** 9

Le chef d’établissement et le chef d’entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l’application de la présente convention et prendront, d’un commun accord et en liaison avec l’équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre, notamment en cas de manquement à la discipline.

Les difficultés qui pourraient être rencontrées lors de cette période en milieu professionnel et notamment toute absence de l'élève seront aussitôt portées à la connaissance du chef d’établissement de formation spécialement si elles mettent en cause l’aptitude de l’élève à tirer bénéfice de la formation dispensée. Il appartiendra notamment au professeur chargé de visiter l’élève dans l’entreprise ou dans l'organisme d'accueil de les signaler.

Fait le

**Le chef d’entreprise ou le responsable Le chef d’établissement de formation**

**de l'organisme d'accueil**

Vu et pris connaissance le :

**Les parents ou le représentant légal L'élève**

**Le ou les professeurs Le tuteur**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE**

Nom de l’élève :

Nom et qualité du tuteur :

Nom du ou (des) professeur(s) chargé(s) de suivre le déroulement du stage d'initiation en milieu professionnel :

Dates du début et de fin du stage d'initiation :

Horaires journaliers de l’élève :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Matin | Après-midi |
| Lundi |  |  |
| Mardi |  |  |
| Mercredi |  |  |
| Jeudi |  |  |
| Vendredi |  |  |
| Samedi |  |  |

Soit un total hebdomadaire de heures

Objectifs du stage d'initiation :

Modalités de la concertation qui sera assurée pour organiser la préparation, contrôler le déroulement de la période en vue d'une véritable complémentarité des enseignements reçus :

Activités prévues :

Compétences visées :

Modalités d'évaluation :

**ANNEXE FINANCIERE**

Nom de l’élève

Classe

Pour aider l’établissement à mieux gérer ses frais d’organisation des stages en entreprise, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir remplir le questionnaire suivant et le retourner avec la convention signée.

L’entreprise (ou l'organisme d'accueil) participe-t-elle aux frais occasionnés par l’élève pendant le stage d'initiation en milieu professionnel ?

OUI 🞏

NON 🞏

Si OUI :

Frais de restauration : soit par repas :

Frais de transport : soit par jour :

Frais d’hébergement : soit par nuit :

**ASSURANCES**

**Pour l’entreprise ou l'organisme d'accueil**

Nom de l’assureur

N° du contrat

**Pour l’établissement de formation**

Nom de l’assureur

N° du contrat

**Remarque :**

En cas d’accident du travail, l’établissement scolaire reste l’employeur et la victime garde le statut de stagiaire dans l’entreprise d’accueil.